



David PATERNOTTE & Nora NAGELS (dir.), *Imaginer la citoyenneté. Hommage à Bérengère Marques-Pereira*

Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2013, 295 p.

Réjane Sénac



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13135>

DOI : 10.4000/clio.13135

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 313-316

ISBN : 978-2-7011-9852-1

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Réjane Sénac, « David PATERNOTTE & Nora NAGELS (dir.), *Imaginer la citoyenneté. Hommage à Bérengère Marques-Pereira* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 43 | 2016, mis en ligne le 25 août 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13135> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13135>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

David PATERNOTTE & Nora NAGELS (dir.), *Imaginer la citoyenneté.* *Hommage à Bérengère Marques-Pereira*

Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2013, 295 p.

Réjane Sénac

RÉFÉRENCE

David Paternotte & Nora Nagels (dir.), *Imaginer la citoyenneté. Hommage à Bérengère Marques-Pereira*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2013, 295 p.

- 1 Cet ouvrage est un bel hommage à une chercheuse incarnant le dialogue entre terrains, actions et analyses. Ancienne présidente de l'Association belge de Science politique-Communauté française et directrice du Centre d'études latino-américaines de l'Institut de Sociologie, Bérengère Marques-Pereira, professeure à l'Université libre de Bruxelles (ULB), est depuis 2012 présidente de l'Association d'éducation populaire, l'Assemblée des femmes. Les quinze chapitres qui composent cet ouvrage s'inscrivent dans un processus dynamique de discussion des enseignements à l'œuvre dans ses recherches. Ils sont et font ainsi la preuve non seulement d'une reconnaissance académique, mais aussi et surtout d'un cheminement intellectuel participant d'une agora transdisciplinaire et internationale. Loin de figer les apports de ses recherches, ils permettent de les appréhender comme faisant lien entre disciplines – en particulier la sociologie, l'histoire, la sociohistoire et la science politique ; entre continents : l'Europe et l'Amérique latine ; et entre thèmes : l'État, les politiques sociales et les droits des femmes. Au-delà de sa structuration didactique en cinq parties correspondant aux grandes étapes et aux principaux objets d'étude de Bérengère Marques-Pereira, la force du livre est de réunir des analyses d'historien.ne.s, de sociologues et de politistes sur le sens de la ou plutôt des citoyennetés en temps de crise. Du chapitre d'ouverture de Guy Hermet sur le dépassement de la démocratie, au dernier chapitre de Ximena Zavala sur

l'institutionnalisation des droits humains au Chili à travers l'expérience de l'Instituto nacional de derechos humanos, il éclaire les enjeux soulevés par un ordre politique post État-nation.

- 2 L'invitation à imaginer la citoyenneté est ainsi relevée en éclairant la complexité de ce qui fait communauté et action politiques. Le sens du/de la politique est interrogé dans l'articulation ou la tension entre les visions du monde qui sont promues (*polity*), l'action publique proposée et défendue (*policy*) et les configurations d'acteurs, d'institutions ou les combats électoraux qui rendent possible leur inscription à l'agenda politique et leur mise en œuvre (*politics*). Le défi épistémologique commun à tous les chapitres est de reconfigurer les catégories classiques des sciences humaines et sociales afin d'examiner les enjeux conceptuels et pratiques de la citoyenneté dans un contexte de crise et de globalisation. En continuité avec les travaux de Bérengère Marques-Pereira, cette posture critique appréhende la citoyenneté comme un ensemble de processus de déplacement et de dépassement.
- 3 Concernant les enjeux de déplacement, ils sont en particulier abordés dans les chapitres sur la délimitation de la communauté politique : celui d'Yves Déloye sur la citoyenneté européenne, celui d'Éliane Gubin sur le parti ouvrier belge et le suffrage des femmes (1886-1940) ou celui de David Garibay sur les expériences salvadoriennes de la promotion de la participation politique des femmes. La question du « qui » du politique est aussi interrogée à travers une réflexion sur le ou les publics des politiques publiques, leur complexité et le nécessaire dépassement des frontières traditionnelles assignées par secteur de politique publique et de spécialisation académique. L'articulation entre citoyenneté sociale et politique est ainsi examinée par Pierre Desmarez à travers les liens entre les arbitrages politiques, opérés en particulier dans les politiques de l'emploi, le genre et les régimes de citoyenneté. En écho aux débats sur les typologies d'État-providence et leurs critiques au regard de la régulation non seulement de la protection sociale, mais aussi des conventions d'égalité entre les femmes et les hommes, il s'agit de penser en termes de dynamiques, de transition et non de séparation entre le travail rémunéré et non rémunéré, le travail formel et informel (p. 90). Dans la même perspective, Alisa Del Re s'inspire des travaux de Bérengère Marques-Pereira sur la citoyenneté sociale des femmes en Amérique latine pour affirmer :

[...] qu'il faut inverser la perspective marshalienne des droits de la citoyenneté : on peut laisser aux États nationaux le soin de gérer la question des libertés (droits civils et politiques), mais il faut conférer une dimension universelle aux "droits de la personne", en définissant plus précisément les droits humains (qui) devraient impliquer les droits dits sociaux : logement, nourriture, santé, soins des personnes dépendantes, connaissance (p. 110-111).

- 4 Jane Jenson renvoie elle aussi à « l'approche de la citoyenneté défendue depuis nombre d'années par Bérengère Marques-Pereira, qui refuse de réifier la citoyenneté ou de la réduire à sa définition républicaine de participation politique, demeurant trop souvent assortie de prétentions universalistes » (p. 116) pour préciser que « tout régime de citoyenneté s'enracine dans une époque et un lieu précis et qu'il incarne les droits, les responsabilités et l'identité du "citoyen modèle" selon des normes et des pratiques malléables au fil du temps » (p. 116). Le recours au référentiel de l'investissement social est ainsi analysé comme une manière de récupérer la valeur de l'égalité et de détourner l'attention des rapports entre les sexes. En focalisant l'attention sur la rentabilité de mesures s'adressant aux jeunes et aux enfants, l'espace de la comparaison sexuée est

supprimé. L'enjeu est de sauver l'État-providence en période de crise en démontrant que c'est l'égalité et non l'inégalité qui est rentable. Évitant le piège de la dépolitisation du « win-win » ou de l'essentialisme stratégique, Jane Jenson dénonce « l'impasse sur la discrimination structurelle et les conséquences à long terme des soins familiaux sur l'indépendance économique des femmes » (p. 128). Elle remarque en particulier que les « calculs détaillés, qui visent à convaincre économistes et décideurs de la rentabilité des investissements en services de garde non parentaux, tiennent simplement pour acquis que les femmes continueront de toucher 67% du salaire des hommes » (p. 128). Elle associe la perspective de l'investissement social à un après-néolibéralisme (p. 129) au sens où, à la différence des néolibéraux, elle ne dévalue pas mais promeut l'égalité. Ce point mérite discussion dans la mesure où le conditionnement des politiques d'égalité à la démonstration de leur performance, comme le souligne l'exemple des transferts monétaires conditionnels en Amérique latine, peut être considéré comme l'expression d'un État post-moderne néolibéral domptant les critiques dans un « nouvel esprit du capitalisme ». Dans la continuité des travaux de Nancy Fraser, le référentiel de l'investissement social me semble ainsi être non pas de l'ordre d'un après-néolibéralisme, mais d'un néolibéralisme respectabilisé par une ruse marchandisant l'égalité et modernisant l'ordre inégalitaire. L'analyse de Florence Raes sur la budgétisation sensible au genre (*gender budgeting*) illustre la mise en œuvre de cette ruse dans la dénonciation des inégalités sexuées comme des coûts économiques affectant négativement le développement humain. Elle appelle à la vigilance face aux « argumentaires d'efficacité économique et, dans une moindre mesure, de bonne gouvernance comportant un risque d'instrumentalisation et de dépolitisation de la budgétisation sensible au genre » (p. 266). L'accumulation argumentative du juste et de l'utile, présente aussi bien au niveau international que national, ne peut pas, en effet, être considérée comme un jeu à somme positive, mais comme l'habillage de la soumission du politique à l'économique. Dans ce contexte de perte d'autonomie du politique dans une réappropriation, voire une récupération néolibérale des approches critiques, quel est le rôle accordé à la démocratie et à l'individu pour donner sens à la citoyenneté ?

- 5 Le chapitre de Kathya Araujo sur les figures de l'individu dans le féminisme, à partir de l'analyse du cas latino-américain, éclaire cette interrogation en abordant la question du dépassement du modèle de l'émancipation individuelle. Cette perspective post-individualiste renvoie prioritairement à la prise en compte du contexte de transnationalisation des mouvements sociaux favorisés par la mondialisation. Il aurait été stimulant de discuter des enjeux d'imbrication de l'individuel et du structurel, de l'égalité et de la liberté, portés en particulier par Jürgen Habermas dans son analyse de la co-originarité de l'autonomie privée et politique et par Philip Pettit dans sa théorisation d'une liberté de non-domination. Le chapitre d'Éliane Gubin sur le parti ouvrier belge et le suffrage des femmes (1886-1940) participe de ce débat en nous invitant à ne pas opposer un ordre politique idéalisé, en particulier celui de la démocratie représentative, à un ordre social inachevé. Il éclaire en effet la résistance, voire l'opposition, des tenants de l'égalité politique et sociale à la citoyenneté active des femmes comme une expression des dilemmes, voire des butoirs, du principe d'égalité dans la prégnance d'une fraternité exclusive. Dans son analyse du caractère sexué et genré de l'élaboration des symboles de la citoyenneté, de l'État et de la Nation, Petra Meier interroge quant à elle la cohérence contemporaine de nos démocraties. Elle met en particulier en évidence la nécessité d'examiner la mise en place de politiques de

redistribution des places, à travers les quotas sexués, à l'aune du projet de dépassement d'une structuration inégalitaire de la société dans la reconstruction d'un langage de l'égalité post-genré.

- 6 Cet ouvrage participe d'un travail stimulant de reconceptualisation et de décadage/recadrage des débats sur la citoyenneté en mettant en dynamique les frontières du et de la politique. Il invite au dépassement des taxinomies et des binarités telles que global/local, public/privé, travail/*care*, production/reproduction, régression/progrès. En soulignant l'inscription de ces processus de déplacement/dépassement dans les recherches de Bérengère Marques-Pereira, il démontre en particulier que les travaux sur les rapports sociaux de sexe et/ou sur le genre constituent depuis plusieurs décennies un processus conceptuel critique et non pas seulement l'ajout d'une dimension ou d'une variable d'analyse aux objets de recherche classiques. Le dépassement du cloisonnement et de la hiérarchisation des grands axes de la différenciation sociale que sont en particulier les catégories de sexe/genré, classe, race, âge, handicap et orientation sexuelle aurait certainement pu être abordé plus explicitement, mais il est indéniablement en filigrane dans cette discussion.

AUTEURS

RÉJANE SÉNAC

Centre de Recherches Politiques de Sciences Po
CEVIPOF